



10 Septembre 2013

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les 9 dirigeants des plus grands énergéticiens européens proposent des mesures concrètes pour rebâtir l'Europe de l'énergie

Après avoir lancé un appel solennel le 21 mai 2013 au Conseil européen, Gérard Mestrallet Président Directeur Général de GDF SUEZ et Paolo Scaroni Président Directeur Général d'ENI sont intervenus ce jour devant le Parlement européen. Cette audition a été organisée conjointement avec Amalia Sartori (Présidente de la Commission en charge de l'énergie au Parlement), et en présence du Commissaire à l'énergie Günther Oettinger.

Cette audition avait pour objectif d'alerter sur les risques inhérents à la politique énergétique européenne actuelle. En effet, les efforts des énergéticiens pour réaliser les indispensables investissements dans le secteur ont été entravés par l'incertitude sur la rentabilité de ces investissements en raison notamment de l'absence de cadre politique clair, prévisible et objectif, fondé sur une législation stable et prévisible. En conséquence, l'industrie européenne n'est ni en mesure de concrétiser son potentiel en tant que source de croissance et d'emplois, ni de jouer de rôle-clé dans l'établissement d'un dialogue avec les pays producteurs. La sécurité d'approvisionnement énergétique n'est plus assurée, les émissions de CO₂ repartent à la hausse, les investissements dans le secteur diminuent drastiquement et les factures énergétiques sont en forte augmentation. Face à ce constat d'échec, les neuf entreprises ont souhaité proposer des solutions concrètes pour rebâtir la politique européenne de l'énergie :

1. Limiter l'envolée des factures énergétiques

Les consommateurs européens (citoyens et industriels) doivent pouvoir payer l'énergie à son juste prix. Les énergéticiens sont, au travers de leurs investissements, à la pointe du développement des sources d'énergie renouvelable en Europe. Cependant, il est nécessaire de tirer les leçons des évolutions récentes de la politique de l'Union Européenne, et notamment des mesures rétroactives qui mettent à mal la confiance des investisseurs, afin d'identifier de possibles améliorations. Pour cela, les dirigeants proposent :

- D'assurer des prix sur les factures des clients qui reflètent autant que possible le prix de marché de l'énergie et ne servent pas de source de financement pour d'autres politiques. Un marché intérieur de l'énergie efficace et intégré encouragera plus encore la concurrence, renforcera le rôle des consommateurs et permettra une transition énergétique plus efficace et moins coûteuse ;
- D'encourager l'intégration dans le marché des nouvelles installations renouvelables dont les technologies sont les plus matures (en tenant compte des prévisions de la courbe d'apprentissage), avec l'objectif d'accroître la concurrence ;
- D'ajuster, pour les nouvelles installations, les subventions publiques à la production d'électricité renouvelable afin de refléter les besoins des marchés de l'électricité ;

- De renforcer les politiques et le financement de la R&D (à l'horizon 2020) ainsi que de soutenir les technologies d'électricité renouvelable les moins matures par des efforts accrus dans la R&D plutôt que par des subventions à la production.

2. Garantir un approvisionnement fiable en gaz et en électricité

Les consommateurs européens doivent à tout moment pouvoir bénéficier d'une énergie disponible et fiable. Pour cela, les dirigeants du secteur proposent :

- De relancer le « *Electricity Coordination Group* » européen en tant que plateforme stratégique d'échange de vues et d'informations entre Etats Membres et d'autres acteurs, en matière de politique énergétique. Ce groupe doit permettre que les décisions nationales concernant le bouquet énergétique pouvant avoir un effet sur les autres Etats Membres soient partagées.
- D'appliquer immédiatement le 3^{ème} paquet énergie dans tous les Etats membres afin d'harmoniser les règles en Europe et de faciliter les échanges ;
- D'utiliser toutes les capacités électriques existantes contribuant à la sécurité d'approvisionnement plutôt que de subventionner la construction de nouvelles capacités qui peuvent remettre en cause les conditions d'une concurrence équitable entre des technologies compétitives ;
- D'accélérer l'établissement de lignes directrices européennes sur l'instauration de mécanismes non-discriminatoires de rémunération de capacités ;
- De mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le programme européen de financement de projets importants d'infrastructures énergétiques européennes ;
- D'améliorer la diversification des routes et des sources d'approvisionnement en gaz, notamment par la production d'énergie locale (y compris des sources non-conventionnelles), tout en tenant compte en permanence des préoccupations environnementales.

3. Réaffirmer l'ambition européenne en matière de climat

Les consommateurs européens doivent pouvoir bénéficier d'une énergie la plus respectueuse possible de l'environnement et de promouvoir l'atteinte des deux autres objectifs européens à savoir la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité énergétique. Pour cela, les dirigeants proposent :

- De relancer et de renforcer considérablement le marché européen du carbone. Ceci peut être réalisé grâce à i) des mesures visant à rééquilibrer la demande et l'offre de carbone en 2013-2014 et dans une perspective de long terme d'un objectif de réduction des émissions, ii) un débat et une décision aussi rapides que possible sur un objectif ambitieux mais réaliste de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2030 en tant qu'élément principal de la transformation vers une économie bas-carbone en 2050, iii) un potentiel élargissement du champ d'application du marché carbone à d'autres secteurs émetteurs de CO₂ dans le contexte d'un accord international ;
- D'accélérer la préparation du futur sommet sur le climat prévu en 2015 à Paris afin qu'il débouche sur un accord ambitieux ;
- D'introduire des mesures additionnelles pour garantir la compétitivité des industries européennes face au risque de fuite carbone si un accord international n'était pas conclu.

Ces propositions concrètes sont également portées auprès des principaux chefs d'Etat et de gouvernement européens, en vue de contribuer au succès des futurs Conseils européens de février et mars 2014 abordant les sujets énergie.

À propos de GDF SUEZ

GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers (électricité, gaz naturel, services à l'énergie) pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources. Le Groupe propose des solutions performantes et innovantes aux particuliers, aux villes et aux entreprises en s'appuyant sur un portefeuille d'approvisionnement gazier diversifié, un parc de production électrique flexible et peu émetteur de CO₂ et une expertise unique dans quatre secteurs clés : la production indépendante d'électricité, le gaz naturel liquéfié, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. GDF SUEZ compte 138 200 collaborateurs dans le monde pour un chiffre d'affaires en 2012 de 82 milliards d'euros. Coté à Paris, Bruxelles et Luxembourg, le Groupe est représenté dans les principaux indices internationaux : CAC 40, BEL 20, DJ Euro Stoxx 50, Euronext 100, FTSE Eurotop 100, MSCI Europe, ASPI Eurozone, Euronext Vigeo Eurozone 120, Vigeo World 120, Vigeo Europe 120 et Vigeo France 20.

Contact Presse :

Tél France : +33 (0)1 44 22 24 35
Tél Belgique : +32 2 510 76 70
E-Mail : gdfsuezpress@gdfsuez.com

Contact Relations Investisseurs :

Tél : +33 (0)1 44 22 66 29
E-Mail : ir@gdfsuez.com

